



Le conflit armé interne en Colombie : échec des solutions négociées, succès apparent de la solution militaire, poursuite des violences

David Garibay

► To cite this version:

David Garibay. Le conflit armé interne en Colombie : échec des solutions négociées, succès apparent de la solution militaire, poursuite des violences. Sellin, Corentin. Résistances, insurrections, guérillas, Presses universitaires de Rennes, pp.127-140, 2010, Les Géopolitiques de Brest. <halshs-00463464>

HAL Id: halshs-00463464

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00463464>

Submitted on 12 Mar 2010

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

David Garibay

Maître de conférences en science politique

Université de Lyon, Université Lumière Lyon 2, CNRS UMR5206 Triangle

Le conflit armé interne en Colombie : échec des solutions négociées, succès apparent de la solution militaire, poursuite des violences

Publié in

SELIN (Corentin), dir., *Résistances, insurrections, guérillas*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, 146 p. – ISBN 978-2-7535-1020-3

Le conflit en Colombie est l'un des conflits armés internes parmi les plus anciens au monde. La création des principaux groupes de guérilla encore actifs (les FARC, *Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia*, et l'ELN *Ejército de Liberación Nacional*) remonte en effet pour les premières aux années 1950 et pour la seconde à la fin des années 1960. La prolongement de cet affrontement peut s'expliquer à la fois par des logiques liées à l'évolution politique interne du pays (faiblesse de la présence territoriale de l'État, contrôle de manière exclusive du pouvoir par les deux partis traditionnels) et par des influences externes (diffusion de la révolution dans la décennie 1960, trafic de drogue dès la fin des années 1970). Pour autant, aucun facteur de différenciation de la Colombie par rapport aux autres pays de la région ne permet d'expliquer cette situation. Le pays connaît des niveaux importants de sous-développement et de pauvreté, des inégalités criantes dans la distribution des revenus, entre individus mais aussi entre territoires. Mais en la matière, les indicateurs sociaux et économiques de la Colombie ne sont ni meilleurs, ni pires que ceux des autres pays d'Amérique latine. Le PIB/habitant est plutôt faible comparé à d'autres pays de la région, toutefois son évolution a connu une progression lente mais néanmoins constante depuis les années 1960, sans les soubresauts cycliques de forte croissance ou de récession connus par ses voisins.

Le pays est marqué par une faiblesse historique de la capacité effective de l'Etat à exercer ses prérogatives régaliennes, en matière de protection et de sécurité tout particulièrement, la régulation des conflits s'exerçant entre acteurs privés par la violence. Son histoire politique a été également influencée depuis l'indépendance par l'importance du recours à la violence armée comme modalité de conquête et d'exercice du pouvoir. Mais là aussi, sa trajectoire n'est en rien exceptionnelle. Tout au long du 19^{ème} siècle, et pour partie au 20^{ème} siècle, le pouvoir politique s'est obtenu et a été conservé en Amérique latine par le recours aux armes (coup d'Etat, révoltes, guerres civiles). La Colombie apparaît d'ailleurs en la matière plutôt comme un exemple de stabilité des institutions civiles, car depuis les années 1950, l'armée est un acteur sans rôle politique et même une institution relativement faible. La violence individuelle et quotidienne est très présente en Colombie, mais là encore ce pays ne fait pas exception, la plupart des pays latino-américains connaissent des taux d'homicides très élevés.

Pour comprendre les raisons de la prolongation dans le temps de ce conflit armé, il faut certainement en élucider ses causes. Mais la prolongation du conflit dans le temps oblige désormais à s'interroger également sur les difficultés de sa résolution, et sur la manière dont les échecs successifs conditionnent aujourd'hui les choix des acteurs. Dès les années 1980, différentes tentatives de négociation ont eu lieu : leurs échecs successifs pèsent à la fois sur les stratégies actuelles du gouvernement et des groupes de guérilla. Depuis l'élection d'Alvaro Uribe à la Présidence de la République en 2002, la situation se caractérise par le fait que les principaux acteurs ont une stratégie de confrontation ouverte, ce qui éloigne d'autant toute perspective de solution négociée. Dans le contexte actuel, la sortie du conflit armé en Colombie ne semble pouvoir se réaliser que par la voie militaire, ce qui ne signifie pas pour autant la fin de la violence.

1. Le poids des échecs successifs des expériences passées

Guerre civile et surgissement des guérillas révolutionnaires

Le conflit armé tel qu'il existe aujourd'hui en Colombie prend ses racines pendant la période dite de la *Violencia*, guerre civile très sanglante qui oppose les deux grands partis politiques, les conservateurs, alors au pouvoir, et les libéraux, entre 1949 et 1953. Après une courte période de dictature militaire, ce conflit est résolu par un accord au sommet négocié en

1957 entre les dirigeants des deux formations : il s'agit non seulement de mettre fin aux affrontements armés mais surtout d'en prévenir d'autres par un accord de partage du pouvoir. Dans le cadre du régime du *Frente Nacional*, libéraux et conservateurs alterneront à la présidence et se partageront les postes de direction politique, du pouvoir central jusqu'aux échelons locaux. L'accord est durable : il est établi pour quatre mandats présidentiels (1958-1974), et perdure par la suite dans des pratiques de gouvernement de coalition. Or de cet accord fondateur sont exclues des petites formations armées qui ne se reconnaissent ni comme libérales, ni conservatrices. Dans des régions reculées, des communautés paysannes se sont organisées pendant la période de la *Violencia* en milices d'autodéfenses dans un contexte de guerre civile¹. Influencées par des idées communistes orthodoxes, à partir de la défense de leurs terres et de mise en place de structures collectives de moyens de production, elles vont refuser leur démobilisation à la fin de la période de la *Violencia* en rejetant le pacte de partage du pouvoir. Dans un contexte de reconstitution des institutions, ces milices apparaissent aux élites comme l'obstacle à un processus de réconciliation nationale. La menace est plus symbolique que réelle, tant ces groupes sont marginaux et localisés, mais le gouvernement entreprend de les liquider par la force en 1964-1965. En dépit de l'offensive militaire menée contre eux, ces groupes ne sont pas pour autant détruits. Ni intégrés politiquement au régime, ni défaits militairement, les autodéfenses vont formellement se regrouper en une organisation de guérilla communiste à l'occasion de la création des FARC en tant que telles en 1966. Cette guérilla, fortement centralisée, est structurée autour d'un Secrétariat. Elle reste marquée par le contexte de sa création, ses origines rurales, son recrutement largement paysan, une idéologie communiste orthodoxe ainsi qu'un sens très fort de la cohésion et de la discipline interne. Dans ces années surgissent également d'autres groupes de guérilla, davantage influencés par la diffusion de la victoire de la guérilla à Cuba, l'expérience du Che Guevara en Bolivie et la stratégie des foyers révolutionnaires –en particulier l'ELN.

Comme dans les autres pays d'Amérique latine, l'armée colombienne entreprend des actions contre les guérillas. Si ces groupes sont sérieusement affaiblis, ils ne sont pas pour autant totalement détruits, contrairement à ce qui s'est passé dans le reste de la région. Les FARC, l'ELN et d'autres groupes survivent alors dans une position très marginale, agissant dans des régions périphériques, sans être véritablement capables de déstabiliser les institutions politiques du pays. Au point même que le conflit ne peut plus être lu dans les années 1970

¹ Sur cette période, voir PÉCAUT (Daniel), « Réflexion sur la naissance des guérillas colombiennes », *Cahier des Amériques latines*, 36, décembre 2001, p.65-92 et plus largement PÉCAUT (Daniel), *Ordre et violence en Colombie*, Paris, EHESS, 1987.

comme une contestation révolutionnaire armée, tant il semble n'être alors que l'addition d'affrontements localisés, sans liens entre eux².

La décennie 1980 : de la trêve armée à la dégradation du conflit

La décennie 1980 va modifier considérablement la situation, tant du point de vue politique que militaire. Le développement du trafic de drogue a des effets complexes : les cartels de la drogue deviennent des acteurs centraux – les plus connus étant celui de Medellin, dirigé par Pablo Escobar et celui de Cali. Ils vont chercher à influencer les milieux politiques par la corruption, l'intimidation et la violence, avec des actions dont l'intensité et la visibilité étaient jusque là inconnus dans le pays (attentats à la bombe contre des bâtiments gouvernementaux, assassinat de dirigeants politiques et de juges, destruction d'un avion civil en plein vol, etc...). Pour les guérillas, cette situation constitue une aubaine : l'accès à une telle source de revenu leur permet en effet de sortir de la marginalité qui les caractérisait jusqu'alors. Certains groupes vont s'accommoder de la présence des cartels pour partager les filières clandestines d'armes, pour protéger dans certains cas les installations. D'autres groupes vont jusqu'à participer directement à l'organisation du trafic, voire au trafic de drogue lui-même. Les relations entre guérillas et cartels sont complexes, variables selon les groupes, les régions et les moments. Mais l'effet est très rapide : les effectifs estimés des FARC vont ainsi être multipliés par quatre entre 1982 et 1990, passant de 2 à 8 000 combattants, puis à nouveau doubler pendant la décennie 1990, pour atteindre environ 17 000 hommes en 2000. Le renforcement des guérillas contribue à son tour à l'émergence d'autres groupes armés, les organisations paramilitaires, constituées soit par des propriétaires terriens, soit dans certains cas directement par l'armée, pour combattre les guérillas par tous les moyens.

Le renforcement militaire des guérillas s'accompagne d'une visibilité politique plus forte, d'autant que les gouvernements successifs cherchent à apporter une solution à une crise qui menace très gravement la continuité des institutions civiles. Ce ne sont pourtant pas les guérillas qui ont alors la capacité de déstabilisation la plus importante, mais bien les trafiquants de drogue. Mais pour les gouvernements de l'époque, la stratégie consiste alors à

² Pour une analyse des diverses qualifications du conflit, voir GARIBAY (David), GUERRERO (Juan Carlos), « Identifier et interpréter une crise extrême, la 'communauté internationale' face au conflit armé en Colombie », p.136-150, in LE PAPE (Marc), SIMEANT (Johanna), VIDAL (Claudine), dir., *Crises extrêmes, face aux massacres, aux guerres civiles et aux génocides*, Paris, La Découverte, 2006.

rechercher une négociation avec des acteurs politiques, même s'ils sont armés, les guérillas, pour renforcer les institutions et parvenir éventuellement à affaiblir les cartels de la drogue. Entre 1982 et 1986, le Président Belisario Betancur propose une suspension des hostilités, mais sans désarmement, pour réaliser un dialogue national auquel pourraient participer les dirigeants des guérillas. Le processus s'embourbe à la fois du fait de la conjonction des oppositions, y compris au sein du gouvernement et de l'armée, et de l'intensité de la violence. Il donne néanmoins l'occasion aux FARC de mettre en pratique leur stratégie de « combinaison de toutes les formes de lutte ». Dans le contexte de trêve armée, les FARC suscitent ou encadrent en effet des mobilisations sociales, surtout paysannes, et constituent un groupe politique, la *Unión Patriótica* (UP), qui présente des candidats aux élections. La UP obtient 5% aux élections présidentielles de 1986, quelques sièges de députés et sénateurs, et surtout des postes locaux dans les zones de présence des FARC. Mais dans le contexte de violence que connaît le pays, les candidats et dirigeants de la UP sont systématiquement pris pour cible par les groupes paramilitaires, au nom du fait qu'ils seraient les représentants directs des FARC : des centaines d'entre eux sont assassinés, et ceux qui ne le sont pas doivent s'exiler. L'effet de cette hécatombe va se révéler durable. Au sein des FARC, les secteurs les plus favorables à une action politique sont désormais très affaiblis, renforçant le secteur plus militaire. L'échec de cette stratégie conforte ce dernier dans une position d'affrontement armé. De manière plus générale, ces événements pèsent durablement sur l'idée de l'impossibilité d'une solution politique à la crise que traverse le pays.

Les différents groupes de guérilla rompent la trêve les uns après les autres. La fin de la décennie 1980 connaît une dégradation de la situation. Le gouvernement mène alors une guerre ouverte à la fois contre les cartels de la drogue, les groupes de guérilla, et même les organisations paramilitaires, de plus en plus autonomes. Or la logique de confrontation entre chacun de ces acteurs est spécifique. La stratégie de déstabilisation des cartels de la drogue porte essentiellement sur la question de l'extradition : le gouvernement colombien veut autoriser l'extradition des chefs des cartels poursuivis aux Etats-Unis, afin qu'ils y soient jugés et condamnés. Les cartels s'y opposent très violemment. Les guérillas, quant à elles, poursuivent leurs actions de contrôle territorial et d'influence politique, avec des relations complexes selon les différentes régions avec les trafiquants de drogue, parfois en guerre ouverte, parfois en coexistence. Enfin, les organisations paramilitaires deviennent véritablement des acteurs autonomes : si dans certaines régions elles servent de supplétifs à l'armée, dans d'autres elles deviennent de véritables contre-pouvoirs armés, instituant un régime d'ordre par la violence. Guerres aux acteurs et aux configurations multiples, la crise

colombienne de la fin des années 1980 n'est plus ni une contestation révolutionnaire, ni un conflit pour la drogue, mais bien l'addition de tout cela.

La Constituante de 1990-1991 : la paix par la réforme institutionnelle ?

Dans le contexte de dégradation de la situation, des convergences se produisent au tournant des années 1990 entre différents acteurs à partir de l'idée que pour sortir le pays de la crise, il faut réformer et moderniser les institutions. Des secteurs réformistes au sein du gouvernement, dans certains très néolibéraux, des factions des deux partis principaux, des secteurs habituellement plus critiques, groupes d'intellectuels ou petits partis d'opposition et un important mouvement étudiant, se mobilisent pour demander une réforme en profondeur des institutions. L'idée est alors que la crise que traverse le pays ne pourra être résolue que par une modification des règles du jeu politique qui permette de renouveler l'ancien cadre bipartisan, de mieux représenter d'autres options, de rapprocher le citoyen des lieux de pouvoir. Or en parallèle, certains groupes de guérillas vont mener une réflexion proche. Si ces groupes ont bénéficié, de manière directe ou indirecte, et à différents degrés, de la manne du trafic de drogue, ils ont également cherché à en contenir les effets. Certains se sont même affrontés localement à des cartels, ou à des groupes paramilitaires, souvent sans succès. Ils ont par ailleurs constaté combien la généralisation de la violence diluait la visibilité de leurs propres actions et rendait de moins en moins spécifique la légitimité qu'ils avaient eux-mêmes conférée au choix de la lutte armée. Le groupe le plus dynamique dans ce processus a été le M-19, constitué en 1974, qui se caractérisait par sa plus forte composante urbaine et de classes moyennes, et son contenu idéologique plus hétérodoxe. Les dirigeants de ce groupe vont avoir en 1989-1990 la capacité à s'intégrer dans la dynamique de la Constituante, en acceptant une négociation rapide, peu avantageuse, mais qui leur permet de se démobiliser et de se transformer en mouvement politique, la *Alianza Democrática M-19*, juste avant les élections pour l'Assemblée nationale constituante. L'assassinat de leur dirigeant, Carlos Pizarro, quelques jours après la démobilisation, n'entrave pas leur détermination. En obtenant 27 % des voix à l'élection pour la Constituante, cette formation apparaît comme l'un des principaux acteurs de la réforme des institutions. Son candidat devient l'un des trois co-présidents de l'Assemblée constituante, avec un représentant des secteurs modernistes du Parti libéral et un dissident du Parti conservateur. Ce succès rapide conduit d'autres groupes de guérilla à suivre la même voie. La composition de l'Assemblée constituante reflète alors la conjonction des alliances : contrairement à l'habituelle organisation de la vie politique colombienne par les

deux grands partis, de très nombreux groupes sont représentés à l'Assemblée, et celle-ci va être un lieu de production de consensus. Le temps de son existence, cette Assemblée remplit effectivement la fonction de représentation de la diversité de la société. Le nouveau texte affirme des droits politiques et sociaux, reconnaît l'existence politique de minorités, modernise le fonctionnement des institutions.

Pourtant l'embellie est de courte durée. Les groupes de guérillas les plus importants, les FARC et l'ELN, restent à l'écart du processus constituant. Pendant les travaux de la Constituante, les affrontements militaires continuent. Des négociations avec les FARC reprennent fin 1991 et en 1992, mais sans succès : la récente promulgation de la Constitution limite d'emblée la possibilité de réformes institutionnelles issues d'un accord.

L'espoir que la nouvelle Constitution représente une solution à la crise colombienne dure peu de temps. Les deux partis principaux reprennent rapidement le contrôle de la vie politique. Par ailleurs, l'idée de l'intégration politique des anciennes guérillas comme voie de solution au conflit armé est sérieusement remise en question : après la Constituante, la *Alianza Democrática M-19* connaît une série de défaites électorales, au point que le groupe cesse d'exister à partir de 1994. Cette formation est minée par des divisions intérieures et a beaucoup de difficultés à proposer un programme allant au-delà de la seule défense de l'esprit réformateur des nouvelles institutions.

L'impossible négociation

L'échec de la réintégration politique de certaines guérillas, l'enlisement des négociations avec d'autres, adviennent alors même que le conflit se poursuit. La population civile devient la première victime des affrontements armés, le nombre d'homicides liés au conflit hors combat surpasse celui en combat, ce qui témoigne de l'ampleur des massacres de populations civiles soupçonnées par tel ou tel groupe d'en avoir protégé ou informé un autre³. Le conflit prend alors un visage relativement nouveau, celui des déplacés internes de la violence : des centaines de milliers de Colombiens fuient les groupes armés pour trouver un refuge précaire dans les villes, et plus particulièrement dans leurs périphéries. Le phénomène est tellement massif que le gouvernement demande à partir de 1997 au HCR d'intervenir en Colombie pour prendre en charge les déplacés.

³ PÉCAUT (Daniel), « De la banalité de la violence à la terreur : le cas colombien », *Cultures et conflits*, 24-25, hiver-printemps 1996-97, p.147-179

La dernière tentative de négociation entre les gouvernements et la guérilla date des années 1998-2001. Le président Andrés Pastrana, élu en 1998, va concéder la démilitarisation d'une vaste région de 40 000 km² pour entamer des négociations avec les FARC, avec un accompagnement de la communauté internationale (en particulier de pays européens). Les combats pourront se poursuivre hors de cette zone. Encore une fois, les négociations s'enlisent pendant de longs mois, sans avancées conséquentes – des points d'accords sur des aspects mineurs entretiennent un temps l'illusion. L'échec de cette négociation est particulièrement cuisant pour le gouvernement : c'est lui qui en a été à l'initiative, c'est lui qui a concédé un territoire sur lequel les FARC apparaissent quasiment comme un gouvernement souverain, c'est lui qui essuie l'impact médiatique de l'absence du chef des FARC à la dernière rencontre. En février 2002, cette négociation est définitivement terminée. Comme tous les mandats présidentiels depuis 1982, la présidence Pastrana commence avec une période de suspension temporaire et limitée du conflit armé et se conclut avec la poursuite généralisée des affrontements. Et à son tour, elle signale l'échec d'une nouvelle tentative de sortie négociée du conflit armé.

2. La Colombie depuis 2002 : une issue militaire au conflit armé sans réduction de la violence ?

L'élection à la présidence d'Alvaro Uribe en mai 2002 marque une rupture dans le traitement du conflit armé⁴. Lors de sa campagne, contrairement à ses prédécesseurs, il annonce sa volonté de faire une guerre ouverte aux cartels de la drogue et aux guérillas, de ne rechercher ni négociation, ni accord politique. Elu avec une large majorité (53% des voix), le nouveau président intègre cette volonté dans une vision plus large qui suppose également une réforme des institutions, et à terme une reconfiguration du champ partisan, articulé désormais autour d'un appui ou d'une opposition à sa politique. Sous l'appellation de la « sécurité démocratique »⁵, Alvaro Uribe comprend la lutte contre les acteurs armés comme un élément

⁴ Cette partie développe des éléments publiés in GARIBAY (David), « Colombie : vers la fin militaire du conflit ? », *Annuaire Ramses 2008*, Paris, Institut français des relations internationales, 2009.

⁵ Sur la politique de « sécurité démocratique » d'Alvaro Uribe, voir PIZARRO (Eduardo), « El proyecto de seguridad democrática de Álvaro Uribe », *Nueva Sociedad*, 186, juillet 2003, p.4-17, MASON (Ann), « Colombia's democratic security agenda : public order in the security tripod », *Security Dialogue*, 34, 4, décembre 2003, p.391-409, et plus largement GARIBAY (David), « Usages politiques de la surprise pour qualifier un résultat ambigu ; Le référendum de réforme constitutionnelle et les élections locales d'octobre 2003 en Colombie », p.126-149, in Olivier Dabène, Michel Hastings, Julie Massal, coord., *La surprise électorale*, Paris, Karthala, 2007, 262 p.

du renforcement des institutions. Son projet est confirmé en 2006 lors de sa réélection triomphale (62% des voix).

Un renforcement de l'armée sans précédent

Si l'élection du nouveau Président marque une rupture, celle-ci est néanmoins annoncée depuis la rupture de la négociation avec les FARC. La nouvelle stratégie repose largement sur le plan Colombie, lancé dès 1999 par Andrés Pastrana. Initialement ce plan est conçu comme un programme pluridimensionnel, financé par la communauté internationale, pour renforcer les capacités militaires et institutionnelles de l'Etat colombien dans sa lutte contre le trafic de drogue. Sous Alvaro Uribe, le plan devient une aide militaire des Etats-Unis. L'aide de Washington à la Colombie était d'environ 100 millions de dollars par an en 1997 et 1998. Elle atteint quasiment un milliard en 2000, puis se stabilise autour de 700 millions par an entre 2003 et 2005 – entre 2000 et 2005 le montant total de cette aide est estimé à 4 milliards de dollars, ce qui fait de la Colombie le troisième destinataire d'aide américaine au monde⁶. L'aide, axée initialement sur la lutte contre le trafic de drogue, est orientée également contre les guérillas. Cette aide permet l'acquisition par les forces armées colombiennes de matériel moderne de lutte anti-insurrectionnelle. Elle signifie également la présence permanente d'un nombre limité d'assesseurs militaires nord-américains, employés à la formation des unités d'élites et au travail de renseignement et de surveillance aérienne.

Cette aide se double au niveau interne de la mise en place d'un impôt spécial pour financer l'effort de guerre. Là encore, Alvaro Uribe se contente de prolonger et de renforcer une mesure déjà appliquée par son prédécesseur. L'allocation de ressources se reflète dans l'augmentation très sensible des dépenses militaires : alors qu'elles ne représentaient que 1,5% du PNB en 1993, elles se situent chaque année autour de 4% entre 1997 et 2006⁷.

L'aide est l'occasion d'une profonde réforme de l'armée, dans son organisation et dans sa mission. Les effectifs augmentent considérablement : l'armée colombienne ne comptait qu'environ 100 000 hommes au tournant des années 1990. Elle en compte 140 000

⁶ Pour une présentation et une analyse des montants de l'aide des Etats-Unis à la Colombie voir le site du *Center for International Policy*, <http://www.ciponline.org/colombia/index.htm>

⁷ Cf. les bases de données publiées par le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) (http://www.sipri.org/contents/milap/milex/mex_database1.html). Pour Daniel Pécaut, les dépenses militaires équivalent en 2007 à 6,3% du PNB, cf. PECAUT (Daniel), *Les FARC, une guérilla sans fins ?* Paris : Lignes de repères, 2008, p.102.

en 1992, puis 160 000 en 2002, et 200 000 en 2003⁸. Ce changement est également qualitatif. Autrefois composée essentiellement de conscrits, l'armée colombienne est devenue une armée largement professionnelle, même si le service militaire est toujours obligatoire. Et ce sont désormais les soldats professionnels qui sont envoyés au combat. Des bataillons d'élite, entraînés à la lutte anti-insurrectionnelle sont spécialement formés – les programmes d'entraînement de l'armée colombienne étant devenus une référence internationale en la matière. La réforme s'accompagne d'un profond changement dans les relations entre ses différents corps d'armée - et entre cette dernière et la police - qui étaient traditionnellement faites de rivalités personnelles et institutionnelles et de tensions internes très fortes, avec parfois des conséquences dramatiques⁹. Par la mise à l'écart de certains responsables, la promotion d'autres, et le renforcement de la coopération interne, le Président et ses conseillers mettent fin aux habituelles tensions et rivalités.

La démobilisation trouble avec les groupes paramilitaires

Ce renforcement de l'armée est pensé par le Président dans une symétrie inverse par rapport à la politique adoptée par ces prédécesseurs : la négociation n'est plus envisagée avec les guérillas, considérées comme des terroristes et des trafiquants de drogue contre lesquels il faut mener une guerre ouverte. En revanche, elle devient possible avec les paramilitaires¹⁰.

Les organisations paramilitaires ont largement profité du trafic de drogues pour s'accroître en nombre dans la décennie 1990. Alors qu'elles étaient très localisées, liées soit aux propriétaires terriens, soit dans certains cas à l'armée, elles deviennent des acteurs autonomes, et une partie d'entre elles se structurent au sein de l'organisation *Autodefensas Unidas de Colombia* (AUC), constituée à la fin des années 1990 par les frères Castaño. Leur stratégie consiste à contrôler les territoires stratégiques pour la production et l'exportation de la drogue, en s'affrontant victorieusement dans bien des cas aux FARC, et en ayant recours à la terreur (massacres et déplacements de population civile, élimination systématique de toute contestation politique ou sociale). La participation directe au trafic de drogue entraîne

⁸ Selon les données du Bonn International Center for Conversion (www.bicc.de). Pour Daniel Pécaut, les effectifs militaires sont de 375 000 en 2007 (*ibid.*). Dans le contexte des crises diplomatiques récentes, ces chiffres peuvent être comparés avec ceux de l'Équateur et du Venezuela (environ 50 000 soldats chacun).

⁹ Ainsi, par exemple, en mai 2006 une dizaine de policiers d'un détachement anti-drogues sont tués par des militaires. Ce cas particulièrement dramatique des tensions entre l'armée et la police a fait l'objet d'un jugement exemplaire.

¹⁰ DAVIAUD (Sophie), « Déclin des violences en Colombie, un premier bilan », in COUFFIGNAL (Georges) (dir.), *Amérique latine 2008, Les Études de la Documentation française*, n 5274-75, 2008.

plusieurs poursuites judiciaires aux Etats-Unis contre les principaux dirigeants paramilitaires, ainsi que le classement des AUC au sein de liste des organisations terroristes en 2001. Le gouvernement Uribe propose un schéma de négociation qui consiste en une démobilisation et des aides à la réinsertion contre une réduction des peines encourues¹¹. L'accord de démobilisation signé en février 2006 a conduit officiellement à la fin des organisations paramilitaires et au désarmement de 25 à 30 000 paramilitaires¹². Pourtant la violence persiste dans les régions d'action de ces combattants démobilisés et des groupes se sont reconstitués, dans le cadre du contrôle du trafic de drogue ou de l'emprise de certains dirigeants politiques locaux. Comme le signale Daniel Pécaut, la progression territoriale des organisations paramilitaires, puis la continuité de leur présence malgré leur démobilisation, contribue largement à réduire l'emprise territoriale des guérillas¹³.

Des guérillas affaiblies ?

Le signe le plus évident d'une évolution du rapport de forces militaire favorable au gouvernement est l'affaiblissement des FARC. Les effets sur l'équilibre stratégique du renforcement de l'armée n'ont pas été immédiats. Jusqu'en 2003, les FARC engrangent des succès militaires, par l'attaque de bases de l'armée, ou l'enlèvement de nombreuses personnalités politiques, ministres, gouverneurs, députés, soldats et policiers, considérés comme des otages politiques, retenus pour un éventuel échange de prisonniers¹⁴.

Mais la prolongation du conflit induit progressivement un changement dans le rapport de forces. Depuis 2001, les FARC se trouvent en effet dans la période d'affrontement armé la plus longue depuis le début des années 1980, sans trêve ou accord partiel, et dans un contexte de renforcement de leurs adversaires, l'armée, mais aussi les groupes paramilitaires. L'armée

¹¹ Dans la diversité des solutions expérimentées en Colombie depuis la fin des années 1980, ce processus introduit une nouveauté, le statut des victimes : pour bénéficier des mesures, les paramilitaires doivent reconnaître leurs crimes et contribuer à la réparation financière de leurs victimes. Sur cette expérience voir LECOMBE (Delphine) « Mobilisations autour d'un modèle de sortie de conflit : la Commission Nationale de Réparation et Réconciliation : une "commission de vérité et réconciliation" (CVR) colombienne ? », *Raisons politiques*, 2008, 29, p.59-75

¹² Le chiffre des paramilitaires officiellement démobilisés est très supérieur au chiffre estimé jusqu'alors des effectifs de ces organisations. Cette différence témoigne de l'augmentation récente de ces groupes, mais surtout de l'effet d'aubaine induit par ce processus auprès de nombreux autres combattants, en particulier liés aux trafiquants de drogue, les liens entre ces deux types d'organisations étant très perméables.

¹³ PECAUT (Daniel), *Les FARC, une guérilla sans fins ?*, op. cit., p.103-107.

¹⁴ Pour certains auteurs, l'action de Washington contre le trafic de drogue contribue dans un premier temps à renforcer les FARC, voir PECENY (Mark), DURNAN (Michael), « The FARC's best friend : U. S. antidrug policies and the deepening of Colombia's civil war in the 1990s », *Latin American Politics and Society*, 48, 2, 2006, p.95-116.

concentre ses actions sur les régions de présence des membres du Secrétariat des FARC, et multiplie les succès. Elle a ainsi réussi à perturber très sérieusement les canaux de communication entre différents fronts et à les isoler¹⁵. Certains fronts sont aujourd'hui démantelés, d'autres très affaiblis. Le nombre d'actions offensives réalisées par les FARC en 2007 a diminué de manière tout à fait conséquente par rapport aux années précédentes et leurs modalités d'action privilégient une dimension défensive (harcèlements très ponctuels aux forces de l'ordre, utilisation systématique de mines anti-personnel). L'accès aux sources de financement (trafic de drogue, extorsions, enlèvements) est beaucoup plus difficile. Depuis 2007, des dizaines de dirigeants régionaux ont été arrêtés ou tués, soit dans des affrontements avec l'armée, soit exécutés par leurs propres hommes qui négocient leur survie. L'attaque en mars 2008 d'un campement des FARC situé en territoire équatorien et la mort de Raul Reyes, principal responsable des activités internationales de la guérilla, est l'opération militaire qui témoigne le mieux de l'efficacité de l'armée, capable désormais de localiser les membres les plus importants de la guérilla et d'entreprendre contre eux et avec succès des opérations militaires. Les désertions, sans doute moins nombreuses que ne l'annonce triomphalement le gouvernement, sont néanmoins significatives, et concernent aussi des combattants aguerris. Les effectifs estimés des FARC (environ 8000 hommes) ont diminué de près de la moitié en une décennie.

Les différentes libérations d'otage témoignent également des difficultés internes de la guérilla. Les otages étaient détenus par des groupes éparpillés dans le pays, en relation directe avec le Secrétariat ; la guérilla a toujours annoncé qu'en cas d'attaques de l'armée, ils seraient immédiatement exécutés. Pourtant, l'exécution en mars 2007 d'une douzaine de députés locaux par les guérilleros qui les détenaient a eu pour origine une confusion : le détachement pensait être entouré par des soldats, or il s'agissait d'autres guérilleros. Fin 2007 et début 2008, les avatars des annonces de libération, dans le cadre d'une médiation internationale menée par Hugo Chavez, sont le fait des difficultés internes plus que d'un double jeu – comme l'affaire du fils de Clara Rojas, né en captivité : les FARC ont annoncé sa libération en signe de bonne volonté, puis ont reconnu publiquement qu'elles ne le détenaient plus. Même la volonté de se servir des libérations d'otages comme une manière d'afficher au

¹⁵ Au sein des FARC, l'isolement par rapport au reste de la société colombienne a été une modalité d'action très structurante, qui contribuait à renforcer son homogénéité interne, à partir de ses origines rurales, contre les élites urbaines. Mais il existait des liens importants entre les différents fronts, et en particulier, une communication fréquente avec le Secrétariat. La dernière occasion au cours de laquelle se sont tenues des rencontres régulières entre le Secrétariat et les fronts a été lors de la démilitarisation de la Uribe entre 1998 et 2001. Depuis lors, les différents fronts semblent très isolés les uns des autres.

niveau international une proximité avec les orientations bolivariennes d'Hugo Chavez, ne semble pas avoir beaucoup d'impact. Enfin les différents scénarios autour de la libération d'Ingrid Betancourt, trois ressortissants nord-américains et onze soldats et militaires, en juillet 2008, montrent également les difficultés de la guérilla. Si la version du gouvernement (infiltration du commando qui détenait les otages et évacuation dans un hélicoptère de l'armée repeint aux couleurs d'une ONG dans le cadre d'un faux ordre de regroupement des otages) est avérée, elle démontre à quel point les groupes locaux sont désormais isolés du Secrétariat général, et sont dans l'incapacité de vérifier l'authenticité d'un ordre. Par contre si l'hypothèse d'une négociation avec les dirigeants du groupe qui détenaient les otages, en échange d'une impunité ou d'un allègement de peine, voire du paiement d'une rançon, est démontrée, elle rend compte de l'autonomisation des différentes composantes, et de la faiblesse des liens d'allégeance envers le Secrétariat. Une telle négociation ponctuelle aurait été impossible dans une organisation comme les FARC il y a quelques années, où la discipline interne a toujours été très forte.

Même si elle est certainement due à des causes naturelles, la mort de Manuel Marulanda, *Tirofijo*, le dirigeant historique des FARC, annoncée fin mai 2008, renforce l'impression que l'affaiblissement des FARC est réel. Marulanda était à la tête de l'organisation depuis sa création. Dans une période de crise et d'affaiblissement des liens internes, sa disparition prive l'organisation d'un vecteur essentiel d'unité. Cet élément est sans doute essentiel dans la réflexion sur le devenir des FARC, et donc plus largement sur les sorties de conflit en Colombie. Les FARC sont très certainement affaiblies, mais elles ne sont pas détruites. Des groupes régionaux subsistent et maintiennent des capacités d'action réelles. Mais l'affaiblissement des liens entre eux, et avec le Secrétariat, rend très difficile l'éventualité soit d'une négociation avec le gouvernement, soit d'un repli stratégique pour une concentration des forces et des initiatives militaires. L'autonomisation des fronts les plus actifs et la poursuite de leurs activités militaires dans un but de contrôle territorial localisé et de captation de ressources est désormais une hypothèse vraisemblable. Or il faut rapprocher ce scénario de la situation actuelle des groupes paramilitaires officiellement démobilisés : la fin de l'affrontement armé n'a signifié en aucune manière la réduction des niveaux de violence.

Différents scénarios politiques de sortie de conflit armé ont été tentés en Colombie depuis le début des années 1980. Dans certains cas, ils ont conduit à des conjonctures encourageantes. Mais aucune solution n'a permis de parvenir à une paix intégrale et durable. Constatant l'échec de toutes les solutions négociées tentées depuis vingt ans, le gouvernement a entrepris, avec succès, une solution militaire. Il a réussi la démobilisation négociée des organisations paramilitaires. Il semble en voie d'obtenir une réduction très sensible du niveau d'action militaire des FARC, alors même que ce groupe avait connu un niveau de développement armé très significatif. Il ne faut néanmoins pas en conclure trop rapidement à une fin de la violence en Colombie. La démobilisation des organisations paramilitaires n'est qu'apparente : nombre de leurs membres sont toujours actifs et maintiennent des stratégies de contrôle territorial par la violence. L'affaiblissement des FARC est réel mais ne suppose pas la fin de l'activité militaire de nombreux fronts. Les difficultés internes pourraient conduire à une autonomisation et une fragmentation des fronts encore actifs plus qu'à une destruction de la guérilla dans son ensemble. L'absence de l'éventualité d'un cadre de négociation politique formel dans la stratégie présidentielle met Alvaro Uribe face à l'obligation de réussir la destruction totale des acteurs armés. Dans le cas contraire, les émanations locales de ces groupes vont continuer à exercer de fait une forme de contrôle politique et sociale par la violence dans de nombreuses régions du pays. Et ces groupes seront d'autant plus difficiles à démobiliser qu'ils n'auront pas d'articulation à une structure politique nationale.